

ASSEMBLÉE NATIONALE

20 octobre 2023

PLF POUR 2024 - (N° 1680)

Rejeté

AMENDEMENT

N° II-CF2006

présenté par

M. Taupiac, Mme Froger, M. Lenormand, M. Panifous, M. Jean-Louis Bricout et M. Saint-Huile

ARTICLE 35**ÉTAT B****Mission « Enseignement scolaire »**

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

(en euros)

Programmes	+	-
Enseignement scolaire public du premier degré	0	0
Enseignement scolaire public du second degré	0	0
Vie de l'élève	15 000 000	0
Enseignement privé du premier et du second degrés	0	15 000 000
Soutien de la politique de l'éducation nationale	0	0
Enseignement technique agricole	0	0
TOTAUX	15 000 000	15 000 000
SOLDE	0	

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement vise à rendre obligatoire des sorties scolaires régulières de découverte de la nature de l'école au lycée. Cela pourrait prendre la forme d'une demi-journée scolaire en extérieur sous

forme de sortie éducative hebdomadaire ou bimensuelle, afin de sensibiliser les jeunes générations à la préservation de la biodiversité et la découverte de la nature.

Conserver ou recréer du lien entre les jeunes et les espaces naturels proches est un des enjeux majeurs pour réussir la transition écologique dans les prochaines années. Et si l'on veut permettre aux plus jeunes de mieux comprendre comment protéger l'environnement, il est essentiel d'intégrer la reconnexion au vivant comme élément clé dans les programmes scolaires. De la maternelle au lycée, il est primordial de créer et d'adapter des activités, des ateliers et des leçons en lien avec la préservation de la biodiversité.

Nous proposons donc que chaque établissement scolaire de l'école primaire au lycée développe un projet de sensibilisation à la biodiversité. Ce projet devrait amener à renouer un lien fort entre les jeunes et l'environnement en développant des activités en lien avec des structures locales de préservation de la biodiversité. Une telle mesure devrait permettre de sensibiliser les élèves à ces enjeux, à l'échelle locale, en les impliquant directement en tant qu'acteurs pour agir pour la biodiversité. De nombreux spécialistes s'entendent pour montrer les bienfaits du contact avec l'environnement sur le développement des enfants. Selon une méta-analyse publiée en 2019, l'exposition à la nature procure un gain d'attention, d'autodiscipline, d'intérêt, une meilleure forme physique, un stress réduit, un cadre plus calme, propice à la fois, à plus de coopération et d'autonomie.

Les classes vertes sont actuellement définies par les circulaires n° 99-136 du 21 septembre 1999 et n° 2005-001 du 5 janvier 2005. A l'heure actuelle, les classes de découvertes et les classes d'environnement comprennent au moins une nuitée et appartiennent à la catégorie des sorties scolaires : elles sont donc facultatives. Nous proposons donc de rendre obligatoire au moins une demi-journée en extérieur sous forme de sortie éducative hebdomadaire ou bimensuelle. Ce travail aurait vocation à se faire en partenariat avec les collectivités territoriales (pour les primaires), les départements (pour les collèges), les régions (pour les lycées) et les associations locales de la jeunesse et de préservation de l'environnement ainsi que le Ministère de l'Éducation Nationale et de la Jeunesse et le Ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires.

L'Office Français de la Biodiversité pourra mettre un livret à destination des enseignant.e.s de ces niveaux avec des idées de sorties simples, avec des ressources pédagogiques déjà existantes sur les enjeux de biodiversité (chiffres, leçons, vidéos, etc) et des liens vers les associations et structures locales engagées sur ces questions.

Dans cette même démarche, il serait pertinent de créer un livret national ou « boîte à outils de la biodiversité » destiné aux enseignant.e.s et professeur.e.s avec des idées de ressources, de sujets et surtout d'ateliers très concrets (par exemple la Fresque de la Biodiversité) à réaliser en classe.

L'objectif est d'engager les jeunes dans des ateliers collaboratifs pour parler de biodiversité et réfléchir à des solutions.

Pour respecter les règles de la LOLF, le présent amendement transfère donc, en AE et en CP, 15 000 000 euros de l'action 9 « Fonctionnement des établissements » du programme 139 « Enseignement privé du premier et du second degrés », vers l'action 1 « Vie scolaire et éducation à la responsabilité » du programme 230 « Vie de l'élève ». Nous appelons le Gouvernement à lever le gage.

Cet amendement est issu d'une proposition de Déclic collectif.